CHATELET (Anne-Marie) – *La Naissance de l'architecture scolaire. Les écoles élémentaires parisiennes de 1870 à 1914*

Paris : Champion, 1999. – 448 p.

Serge Chassagne

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/868>

DOI : 10.4000/histoire-education.868

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 163-166

ISBN : 2-7342-0868-7

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Serge Chassagne, « CHATELET (Anne-Marie) – *La Naissance de l'architecture scolaire. Les écoles élémentaires parisiennes de 1870 à 1914* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 89 | 2001, mis en ligne le 14 janvier 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/868> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.868>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

CHATELET (Anne-Marie) – *La Naissance de l'architecture scolaire. Les écoles élémentaires parisiennes de 1870 à 1914*

Paris : Champion, 1999. – 448 p.

Serge Chassagne

RÉFÉRENCE

CHATELET (Anne-Marie). – *La Naissance de l'architecture scolaire. Les écoles élémentaires parisiennes de 1870 à 1914*. – Paris : Champion, 1999. – 448 p.

- 1 Depuis l'exposition organisée par la Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris en 1985 sur *L'École primaire de Paris 1870-1914* (catalogue illustré, 104 p.), on savait qu'Anne-Marie Châtelet, architecte, était l'une des meilleures spécialistes de la maison d'école sous la III^e République. Elle nous donne aujourd'hui le résultat définitif de sa recherche, au parcours cependant curieux¹. Préfacé par Antoine Prost, qui le présente comme « une enquête passionnante sur un sujet majeur et un lieu exemplaire », en rappelant que « pour Ferry et son équipe, les locaux scolaires étaient en effet une question politique et pédagogique majeure, et non une simple affaire d'intendance », le livre se compose d'un certain nombre de plans-séquences thématiques, regroupés en trois grandes parties : la politique ministérielle (pp. 19-96), la politique municipale (pp. 99-179), les réalisations (pp. 183-331).
- 2 La première partie montre le rôle de « l'intervention étatique », depuis la loi Guizot jusqu'au règlement du 17 juin 1880, issu du travail d'une commission de vingt membres nommée l'année précédente par Ferry (en majorité des administrateurs de l'Enseignement primaire, mais on y trouve aussi cinq architectes constructeurs d'écoles – même procédure à nouveau en 1935 pour la préparation des nouvelles instructions du

24 août 1936). « Pouvoir législatif et pouvoir exécutif opèrent dans des domaines très distincts. Les lois [...] rendent obligatoires et financent les constructions d'école. Mais tout ce qui concerne la définition et la réalisation des écoles relève de l'exécutif [...] par le biais de textes administratifs, [...] d'instructions qui ne sont en aucun cas assorties d'obligation » – pour peu toutefois que les communes ne sollicitent pas l'aide financière de l'État. D'où la « grande latitude » de la ville de Paris, capable de financer elle-même (par des emprunts) la construction de ses écoles.

- 3 « Deux sortes de textes réglementaires définissent l'architecture scolaire : ceux qui énoncent ce que doit être l'édifice scolaire » (souvent accompagnés de recueils de plans modèles, dont le premier est celui d'Auguste Bouillon en 1834) « et ceux qui instituent le contrôle des projets et des réalisations » : circulaire Rouland de juillet 1858, règlement de 1880, revu en 1882 (après la loi du 28 mars sur l'obligation scolaire) et 1887 (qui précise le mobilier et le matériel scolaire que doit comprendre chaque classe). « La rédaction de ces règlements s'appuie sur les bâtiments réalisés [...] leurs dispositions valident un acquis, [...] elles énoncent un ensemble de données programmatiques, notamment celles qui se rapportent à l'hygiène, à l'éclairage des classes, à l'espace à donner à chaque élève. Cependant, presque rien n'est dit de l'architecture elle-même, du plan des édifices, de leur morphologie ou de leur apparence [...]. Si l'expression architecturale de ces écoles est si homogène, ce n'est donc pas dans l'intervention étatique que l'on en trouve la raison » (p. 96).
- 4 Dans ce cadre ainsi défini, quelle est la politique suivie par l'administration municipale parisienne (placée, rappeler, sous l'étroite tutelle du préfet de la Seine) ? Un homme joue ici un rôle clé, Octave Gréard, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine de 1870 à 1879. Dès 1871, dans une note au préfet, il analyse, par arrondissement « et parfois même par quartier », la population scolaire (de 2 à 13 ans) rapportée à la population totale (de 6 % dans le IX^e à près du double dans le XIX^e ou le XX^e arrondissements), « la répartition par quartier des établissements scolaires laïques et congréganistes » (ceux-ci davantage fréquentés par les filles), « et le nombre de places par établissement », pour calculer les besoins scolaires, et le nombre d'écoles à créer – 28 écoles de garçons et 32 de filles. Les arrondissements les plus scolarisés sont alors le IV^e et le X^e, avec 60 %, puis les XII^e et XIII^e, avec 56 %, les moins scolarisés le VII^e, avec 31 %, les II^e et XIX^e, avec 34 %. Dans un second mémoire, en 1875 Gréard calcule, toujours par arrondissement, la distance maximale parcourue par un enfant scolarisé pour se rendre à l'école (environ 500 m en moyenne, moins de 300 m dans le IV^e et plus de 800 m dans le XVI^e), et découvre le caractère instable de la population parisienne, non seulement d'un arrondissement à l'autre, mais au sein d'un même arrondissement. De 1867 à 1877, selon le bilan fourni lors de l'exposition universelle de 1889, 105 écoles ont été construites à Paris (54 de garçons et 51 de filles), dont 62 depuis 1872, mais le taux de scolarisation globale n'a pas progressé, au contraire : 47 % contre 48 % en 1871 pour les garçons, 41 % contre 42 % pour les filles, et les déséquilibres géographiques n'ont guère été corrigés : toujours une forte scolarisation (à plus de 60 %) dans le IV^e, le XII^e et le XIII^e, et une faible (moins de 33 %) dans les II^e, VII^e et XIX^e. Dans un dernier mémoire, en mars 1879, Gréard décrit les établissements parisiens en fonction de leurs effectifs : « il s'agit de mettre en lumière non plus ce qui a été fait pour donner satisfaction aux besoins reconnus, mais ce qui serait à faire pour recevoir, dans des classes normalement organisées, tous les enfants qui doivent y prendre place ». Dialectique du quantitatif et du qualitatif...

- 5 La création d'écoles, proposées par la Direction de l'Enseignement primaire, dépend de la quatrième commission du conseil municipal – dite « des établissements publics » (1872), « de l'Instruction publique » (1880), « de l'Enseignement et des Beaux-Arts » (1887)-, qui les étudie en liaison avec les services techniques de la Ville (évaluations foncières et plan des terrains) et les soumet ensuite au vote du conseil, qui décide d'abord des acquisitions foncières, puis sur devis de chaque projet de construction, dont le suivi revient ensuite aux bureaux de la direction de l'Architecture. L'auteur passe en revue tous les stades successifs de ce parcours administratif. Retenons la chronologie des acquisitions foncières de la Ville (p. 138) : 94 parcelles avant 1860, 84 de 1860 à 1869, 122 de 1870 à 1889, 140 de 1890 à 1899, 39 après 1900, 8 à une date inconnue, au total 517 parcelles acquises (pour la création de 316 édifices scolaires) ; le déséquilibre entre le centre et la périphérie : moins de 15 achats dans les arrondissements chers ou denses des 1^{er}, 2^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e et 16^e, de 17 à 29 dans les 3^e, 4^e, 5^e, 10^e, 11^e, 12^e, populaires et artisanaux, de 30 à 70 dans les autres, faubouriens, dont disparaissent les anciens centres communaux (pp. 147-149) ; la recherche constante des terrains les moins onéreux, ainsi dans le 15^e : six acquisitions dans les quartiers chers de Necker et de Grenelle contre vingt-huit dans les quartiers moins résidentiels de Javel et de Saint-Lambert. « Le dessein de Gréard de fonder des écoles avant tout destinées aux classes laborieuses rejoint ainsi les exigences économiques de la direction de l'Enseignement ».
- 6 Une fois la parcelle acquise, la direction de l'Enseignement rédige un programme (nature de l'école, importance des services à installer), l'intention de l'architecte, choisi dans les trois quarts des cas parmi les architectes de la Ville ; on notera ici que le libéral Léon Say, préfet en 1871, entend « mettre les travaux neufs au concours » et rompre avec les habitudes bureaucratiques haussmaniennes, au profit de la pratique « libérale » des honoraires au pourcentage, finalement adoptée par le conseil en 1879. « De la désignation de l'architecte jusqu'à la réception des travaux, il s'écoule au moins trois ans, mais plus souvent quatre à cinq ; sans compter les tractations nécessaires à l'acquisition des terrains, et les mois passés à régler la liquidation des dépenses, qui représentent au minimum deux ans supplémentaires. Durant ces années, le projet est soumis à différents contrôles qui témoignent de l'impossibilité de réglementer une fois pour toutes les bâtiments scolaires » (p. 210).
- 7 Le corpus des réalisations étudiées par l'auteur sur plan et in situ concerne 200 bâtiments d'école construits (et non aménagés) entre 1870 et 1914, qu'on retrouve très détaillé en annexe. Première série de questions posées : « où se situent-ils sur la parcelle ? quels liens ont-ils avec la rue ? sont-ils placés de front ou perpendiculairement, à l'alignement ou en retrait ? comment sont traitées les cours de récréation ? » Sur l'orientation, silence des textes réglementaires ; celui de 1882-1887 prescrit seulement que « la disposition des bâtiments sera déterminée suivant le climat de la région, en tenant compte des conditions hygiéniques, de l'exposition, de la configuration et des dimensions de l'emplacement [...] et surtout de la distance des constructions voisines ». À Paris, une seule contrainte : l'alignement, « considérée par les architectes comme une règle urbaine évidente ». Le plan en U de la monarchie de Juillet, avec avant-cour centrale, « repris des dispositions canoniques de l'hôtel particulier entre- cour et jardin », disparaît complètement après 1870 (dernier exemple : 1873, rue Ferdinand Flocon (xviii^e), détruit après 1920). Dans 87 % des cas, les bâtiments sont placés à l'alignement sur la rue, soit longitudinalement, en un seul

corps, avec cour de récréation à l'arrière (cas de l'école mixte de la rue Louis Blanc, XIX^e, 1876), soit perpendiculairement, en trois corps de bâtiments séparés, l'un sur rue et les deux autres parallèles sur cour, avec accès par un passage latéral le long du mur mitoyen (cas de l'école de la rue Barbanègre, XIX^e, 1873). L'adéquation du bâtiment et de la parcelle recherche toujours « le bon *aérage* des cours et des préaux » (concours de 1886). L'une des meilleures réussites (1890) est due à l'architecte Joseph-Antoine Bouvard, rue Saint-Lambert, qui, sur un terrain presque carré, situe chacun des bâtiments des garçons, des filles et de la maternelle à la périphérie, réservant l'espace central aux trois cours de récréation, et place les logements des directeurs en pavillon d'angle de la façade sur rue (pp. 228-230). « Si le plan évolue dans le sens de la modernité, en revanche les modes de composition des façades témoignent d'un attachement aux valeurs classiques » (p. 243). D'où, pour finir, l'étude fine « des matériaux et des procédés constructifs », qu'on trouvait déjà dans l'exposition de 1985, et que l'auteur résume d'une formule (empruntée à F. Loyer) : « l'éclectisme raisonné », une façon de dépasser les affrontements stylistiques pour mieux exprimer la volonté de rassemblement de l'école républicaine, au-delà des clivages sociaux et idéologiques. Au total, une belle leçon d'histoire matérielle.

NOTES

1. Elle a d'abord été soutenue comme thèse à l'Université de Strasbourg 2, en 1991, sous la direction de F. Loyer, puis comme diplôme de l'EPHE, en 1997, sous la direction de J.-M. Leniaud, qui s'en fait l'éditeur dans une nouvelle collection des « Hautes Études d'Histoire Contemporaine ».